

Burundi : Ban Ki-moon appelle au respect des institutions

Source AFP Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé mercredi les dirigeants politiques du Burundi à respecter les voies institutionnelles et le "verdict des urnes", dans une tentative d'apaiser les tensions dans ce pays meurtri par la guerre civile, à l'approche de la présidentielle du 28 juin. "J'applaudis à tout ce que vous avez fait pour le succès des élections (communales du 24 mai) et vous encourage vivement à régler vos différends, quels qu'ils soient, par les voies institutionnelles établies", a déclaré M. Ban, au cours d'une visite de quelques heures dans la capitale burundaise.

"Mais j'insiste sur le fait qu'il faut quand même que ce processus soit ouvert à tous et que l'on s'incline devant le verdict démocratique des urnes", a-t-il ajouté. La visite de M. Ban Ki-moon au Burundi intervient alors que le processus électoral - financé en grande partie par la communauté internationale - semble gravement menacé. L'opposition réclame l'annulation des communales et boycotte la présidentielle, pour laquelle le chef de l'Etat sortant sera l'unique candidat. Le Secrétaire général de l'ONU s'est adressé, entre autres responsables, aux parlementaires burundais, parmi lesquels plusieurs responsables de l'opposition, dont Agathon Rwaso, leader de l'ex-rébellion hutu des Forces nationales de libération (FNL), présent jusqu'à son retrait de la présidentielle comme l'adversaire le plus dangereux pour M. Nkurunziza. Mercredi, le gouvernement a interdit à l'opposition de faire campagne à l'occasion de la présidentielle, après le retrait de tous ses candidats. "Seuls sont autorisés à participer à la campagne les partis qui ont présenté un candidat", en l'occurrence le seul parti CNDD-FDD du président Nkurunziza, a prévenu le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, qui a rencontré mardi les gouverneurs des 17 provinces du pays pour les informer de cette mesure. Dans ce contexte, les responsables de l'opposition ont jugé que "le moment était mal choisi" pour une visite du secrétaire général de l'ONU, et ont appelé à une manifestation le jour même dans les rues de Bujumbura, dont de nombreux quartiers populaires sont acquis à l'opposition.